



# **VISION SYNDICALE SUR L'ECONOMIE SENEGALAISE**

## **RAPPORT GENERAL**

**Saly, du 25 au 28 août 2007**

Du 25 au 28 août 2007 s'est tenu à Saly avec l'appui de la Fondation Friedrich Ebert, un atelier d'échanges sur le thème «Vision syndicale sur l'économie sénégalaise.»

Cette rencontre a vu la participation des centrales syndicales, que sont la CNTS, la CSA et UNSAS autour des questions majeures axées sur la situation économique sénégalaise : état des lieux et attentes des organisations syndicales.

Le professeur Aly MBAYE, Directeur du CREA, en a été le modérateur, Mbaye SENE, le rapporteur.

L'atelier a permis aux centrales syndicales de mieux comprendre et d'apprécier les évolutions économiques du Sénégal pour une meilleure prise en charge des questions liées à :

- L'inflation
- La productivité et la compétitivité
- L'emploi et les salaires
- La pauvreté
- Le secteur informel
- La croissance et la distribution des revenus
- L'investissement productif
- La gouvernance économique
- La protection sociale

Après une introduction du Professeur MBAYE sur chaque thème, il s'en est suivi de larges discussions qui ont débouché sur les constats et recommandations suivants :

## **1 L'inflation**

Le taux d'inflation (hausse généralisée et soutenue des prix) est estimé en 2007 à 1,4 % selon la méthode dite harmonisée de l'UEMOA. Ce taux ne reflète ni la réalité au vue du mode de recueil de données limité aux capitales, ni le vécu des ménages.

### Constats :

- La pauvreté est surtout plus forte en milieu rural
- Le pouvoir d'achat s'effrite en milieu urbain
- Les charges augmentent, les services publics gratuits deviennent payants

### Conclusions :

Les syndicats proposent de :

- Réviser la méthode dite harmonisée de l'UEMOA utilisée pour calculer le taux d'inflation
- Opérer un meilleur ciblage de la politique de l'Etat en ce qui concerne les subventions (produits de grande consommation)
- Réorganiser et rationaliser les circuits de distribution et de commercialisation
- S'attacher les services des experts pour réviser et revoir les méthodes de calcul du taux d'inflation (équipe technique appuyée par la Fondation Friedrich Ebert)
- Réhabiliter les mécanismes de contrôle et le conseil national de la consommation
- Mettre en place des centrales d'achat et lutter contre les monopoles
- Respecter les règles de la libre concurrence
- Mettre en synergie les syndicats pour la défense des pouvoirs d'achat

## **2 La productivité**

C'est la quantité de biens ou de services produits par un travailleur en moyenne; elle détermine le salaire. Elle est plus faible au Sénégal que dans les pays concurrents.

### Constats :

- Revenu par tête stagnant ou en baisse par rapport à 1960
- Le sénégalais de 1960 est plus riche que celui de 2007
- Les salaires relatifs augmentent au moment où la productivité relative baisse
- Le travailleur n'est pas forcément à l'origine des contre performances de l'entreprise

- La performance (productivité et compétitivité) n'est pas seulement liée au travail, mais aussi aux facteurs exogènes tels que l'environnement de l'entreprise, la formation professionnelle, le climat social, etc
- Inadéquation entre formation professionnelle et besoins du marché de l'emploi

#### Propositions :

- Créer un climat social favorable à la compétitivité et à la productivité au sein de l'entreprise
- Pousser l'Etat à rendre plus efficace l'action publique
- Lutter contre le clientélisme
- Procéder à des évaluations du travailleur dans la fonction publique
- Préserver les acquis sociaux
- Valoriser le délégué syndical (valeur ajoutée)
- Faire fonctionner les comités du dialogue social dans les entreprises

### **3 L'emploi et les salaires**

Le chômeur est celui qui est à la recherche d'un emploi et qui est disponible pour l'occuper mais au Sénégal les données manquent pour une bonne appréciation de la situation du chômage.

#### Constats :

- Inadaptation entre formation et besoins du marché de l'emploi
- Absence de statistiques fiables (suppression des rares structures qui les fournissaient, par exemple le smo (service de la main- d'oeuvre)
- Absence d'études scientifiques comme préalable pour toutes politiques économique et d'emploi viables

#### Propositions :

- Bannir le clientélisme: l'homme qu'il faut à la place qu'il faut
- Appliquer la stratégie nationale de l'emploi contenue dans le DSRP
- Investir plus dans l'éducation pour impulser les politiques économiques
- Impliquer les organisations syndicales dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation

- Adapter les programmes de l'éducation et de la formation aux besoins du marché de l'emploi
- Rattacher le département de l'emploi au Ministère du travail pour plus de cohérence

#### **4 La qualité de la vie**

La pauvreté est déterminée en fonction de la consommation par tête d'habitant.

Indice absolu de pauvreté: 1\$ par tête d'habitant et par jour.

##### Constats :

- La pauvreté a baissé entre 1995 et 2002
- Le monde rural est plus pauvre que le monde urbain
- Les villes intérieures sont plus pauvres que Dakar

##### Propositions :

- Meilleure répartition du revenu national et meilleur ciblage des subventions pour atteindre les grandes masses laborieuses
- Synergie des forces pour pousser les décideurs à élaborer de meilleures politiques économiques
- Cohérence entre la stratégie de croissance accélérée (SCA) et la lutte contre la pauvreté

#### **5 Le secteur informel**

Rappel : Le secteur informel représente plus de 50% du PIB et mobilise plus de 80% de l'emploi, d'où son importance dans l'économie nationale du Sénégal. C'est un secteur dynamique, flexible et compétitif.

##### Constats :

- Le secteur informel ne paie pas d'impôt, ce qui constitue un manque à gagner pour l'Etat
- Instabilité de l'emploi et absence de sécurité sociale

### Recommandations :

- L'Etat doit épargner les entreprises informelles de petite taille (subsistance)
- L'Etat doit assister les entreprises informelles de taille moyenne
- L'Etat doit conduire progressivement les gros acteurs du secteur informel vers le secteur formel moderne
- Instaurer un environnement général des affaires favorable à l'investissement
- Harmoniser le code du travail et celui de la sécurité sociale en valorisant les travailleurs de l'Informel
- Promouvoir les points positifs de l'informel, l'éducation politique et citoyenne ainsi que les libertés syndicales
- Les organisations syndicales doivent identifier les grosses entreprises informelles et parvenir à organiser leurs travailleurs

## **6 La distribution entre les trois secteurs**

### Rappels :

Secteur primaire : 13,7 % du PIB (agriculture, Pêche, etc.)

Secteur secondaire : 20,3 % (industries etc.)

Secteur tertiaire (services) : 66% dont 21% pour l'administration publique

### Constats :

- Tous les secteurs qui sont censés avoir une influence positive sur la croissance connaissent des difficultés énormes  
Seul l'informel porte la croissance
- L'information économique n'est pas fiable

### Propositions :

- Corriger le déficit de collecte de l'information
- Imposer la tenue de comptabilité standard
- Redynamiser le secteur de l'agriculture

## **7 L'investissement productif**

### Rappels :

L'investissement productif est l'investissement physique, c'est à dire l'investissement public privé

### Constats :

- L'épargne qui doit supporter l'investissement est faible au Sénégal
- Le Sénégal n'est pas une destination privilégiée de l'investissement privé étranger
- L'investissement public est tributaire des bailleurs de fonds

### Recommandations :

- Promouvoir une formation professionnelle pointue en adéquation avec les besoins du marché du travail
- Régler la question de l'énergie (rare et chère)
- Mettre en place des infrastructures de qualité
- Promouvoir un environnement des affaires sécurisé (mettre en confiance les acteurs)
- Elaborer une stratégie économique bien pensée à l'interne pour attirer davantage les bailleurs de fonds
- Promouvoir une justice équitable
- Promouvoir la recherche-développement

## **8 L'Etat : encadrement et promotion de l'économie**

Pour avoir une économie saine et prospère, l'Etat doit mettre l'accent sur :

- Une croissance économique et une distribution équitable des revenus
- Un service public de qualité (produire des biens publics utiles)
- Une allocation des ressources impliquant les syndicats
- La promotion d'une meilleure compréhension des notions économiques dans le milieu syndical
- Des solutions sénégalaises aux problèmes sénégalais en promouvant la recherche et la planification
- Une régulation des monopoles naturels (eau, électricité, téléphone, etc.)

- Une politique fiscale hardie et avisée
- La Lutte contre les entraves à la concurrence (entente entre commerçants ou producteurs)

## **9 Gestion des ressources publiques/Bilan budgétaire**

Recettes totales en 2007 : 1175,9 milliards FCFA, Dons : 118 milliards

Déficit budgétaire = 6% en 2007

Dans les discussions les organisations syndicales ont insisté sur les besoins suivants :

- Familiarisation des syndicats avec les instruments économiques
- Promotion de la bonne gouvernance
- Information – communication
- Transparence/traçabilité
- Orthodoxie financière dans la gestion des ressources publiques
- Mécanismes de contrôle budgétaire
- Contrôle citoyen : vérifier par des mécanismes performants l'effectivité des dépenses; exiger des lois de règlement à temps
- Prudence budgétaire, soutenabilité des dépenses

## **10 Cohérence entre la politique économique et la lutte contre la pauvreté**

- Le DSRP est le seul document de référence
- Pour une meilleure lutte contre la pauvreté, il faut une identification et un ciblage plus objectifs et précis des couches les plus touchées
- Il est nécessaire de consentir plus d'efforts dans l'éducation et la formation
- Il faut assurer la continuité des services de l'Etat
- Il faut assurer une bonne articulation entre le budget et le DSRP
- Il est urgent de mettre en exécution les stratégies du DSRP (SCA, SNE.)



## 11 Budget de la sécurité sociale et promotion de l'emploi

Il faut noter l'insuffisance de la protection sociale et des mécanismes de gestion des risques, ce qui entraîne une aggravation de la pauvreté.

C'est pourquoi il est important de :

- Elargir la protection sociale aux couches défavorisées et aux travailleurs du secteur informel
- Relever les pensions et mettre en place des plans de retraite complémentaire
- Restaurer la crédibilité de l'Etat
- Harmoniser le SMIG et le point indiciaire

Au-delà des échanges sur les questions purement économiques, il est important de souligner que la rencontre de Saly a aussi permis aux trois organisations syndicales de mettre en place les prémices d'une **unité syndicale** plus que nécessaire pour une meilleure défense des intérêts des travailleurs.

Elles ont ainsi rédigé une **déclaration conjointe** qui a été adoptée pour une large diffusion.

**Fait à Saly, le 28 Août 2007.**